

Conseil Pontifical "Justice et Paix"
Rencontre des Présidents et Secrétaires généraux
des Commissions Justice et Paix d'Europe

Rome, Villa Aurelia, 4 mars 2011

+ Mario Toso

1. Origine et objectifs du Conseil Pontifical "Justice et Paix"

On sait que le Pape Paul VI a institué la Commission Pontificale *Iustitia et Pax* par le *Motu Proprio "Catholicam Christi Ecclesiam"*, publié le 6 janvier 1967. Après une période expérimentale de dix ans, et par le nouveau *Motu Proprio "Justitiam et Pacem"*, le même Souverain Pontife lui a donné un mandat plus défini.

Le 28 juin 1988, la Constitution apostolique *Pastor Bonus*, promulguée par Jean-Paul II, a transformé la Commission Pontificale en *Conseil Pontifical "Justice et Paix"*, confirmant sa structure et ses fonctions.

Au delà de ces changements, ce qui nous intéresse davantage c'est de prendre en considération les *points de référence* auxquels cet organisme ecclésial se rapportait dès son institution, en premier lieu *Gaudium et spes* (GS), *Populorum progressio* (PP), mais aussi le Synode sur *La justice dans le monde* (JM) de 1971, et d'autres documents importants¹, ainsi que les objectifs qui lui ont été confiés.

C'est *Pastor Bonus* qui définit le but principal du Dicastère : la *promotion* aussi bien de la justice et de la paix selon l'Evangile que de la doctrine sociale de l'Eglise (cf. art. 142).

2. Epaisseur ecclésiologique et pastorale du Conseil Pontifical "Justice et Paix" et des Commissions Justice et Paix

De *Pastor Bonus* à aujourd'hui, le mandat du Conseil Pontifical s'est développé progressivement, avec l'accroissement des domaines ou des secteurs d'intérêt et d'étude, en vue de l'*action constructive* de la société (cf. *Sollicitudo rei socialis*, SRS, n° 1). Il suffit de penser, en plus des thèmes qui sont étudiés traditionnellement - comme le travail, la propriété, l'entreprise, la justice internationale, les systèmes économiques et politiques, le développement, la guerre, le commerce des armes, le désarmement et le contrôle des armements, la violence, la faim, la pauvreté, le dialogue interreligieux et œcuménique, la paix, la non-violence, etc. -, à la question environnementale, à l'écologie humaine, à la mondialisation et à la délocalisation, au financement de l'économie, à l'éthique de la vie liée à l'éthique sociale, aux droits de troisième et quatrième

¹ Dans le document final du Synode, on peut lire : "Le combat pour la justice et la participation à la transformation du monde nous apparaissent pleinement comme une dimension constitutive de la prédication de l'Evangile qui est la mission de l'Eglise pour la rédemption de l'humanité et sa libération de toute situation oppressive" (JM, Introduction).

génération, au terrorisme, aux nouvelles idéologies comme le mercantilisme et la technocratie, au sécularisme agressif, aux migrations.

Mais si l'on va au delà de cet élargissement thématique irréfutable, il est impossible de ne pas remarquer l'épaississement «épistémologique», ecclésiologique et pastoral qui s'est produit graduellement à l'égard du Conseil Pontifical et des Commissions Justice et Paix corréliées (Bureaux pour les problèmes sociaux et le travail, Commissions sociales, etc.) qui, conformément aussi aux instances du numéro 4 d'*Octogesima adveniens* (OA), constituent une articulation analogue mais autonome au plan national et local².

Un tel élargissement de la dimension théologico-pastorale a pour moments déterminants : a) l'insertion – par Jean-Paul II - de la Doctrine sociale de l'Eglise (DSE) dans la sphère de la théologie morale sociale (cf. SRS 41), le Saint-Père la définissant un «élément essentiel de la nouvelle évangélisation» (cf. *Centesimus annus* 5) ; b) l'élaboration et la promulgation du *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise* qui, faisant sien l'enseignement de Jean-Paul II, a rendu rigoureuse la configuration théologico-pastorale de la DSE, précisé sa nature théorique et pratique en termes d'interdisciplinarité et transdisciplinarité, thématisé son lien avec l'évangélisation du social et la Pastorale sociale relative (PS) ; c) l'encyclique sociale *Caritas in veritate* (CIV) de Benoît XVI qui constitue la *magna charta* de la DSE du troisième millénaire.

Sur la base d'une ecclésiologie de la communion, de la mission et du service, l'ultérieure spécification théologique et pastorale de la DSE induit, en retour, un enrichissement identitaire et finaliste à la fois du Conseil Pontifical et des Commissions. Il faut en prendre conscience : il s'ensuit que ces organismes ecclésiaux assument une configuration et une *mission* plus précises. Ils sont appelés à se constituer en tant que réalités *ministérielles* pour l'évangélisation du social et la PS, comme sujets responsables de celles-ci au plan de leur élaboration, de leur concrétisation et de leur mise à jour, en référence aux différentes institutions et aux milieux vitaux de la société.

L'institutionnalisation d'un lien étroit du Conseil Pontifical et des Commissions avec la PS de l'Eglise universelle et locale *n'est pas au détriment de leur efficacité évangélisatrice et humanisatrice, mais bien en garantie de leur qualité.*

La mise en évidence d'un lien plus étroit avec l'*évangélisation du social* ne signifie pas que le Conseil Pontifical et les Commissions recouvrent tous les secteurs de la PS - comme, par

² A ce propos, le numéro 4 - désormais célèbre - d'*Octogesima adveniens*, présente une valeur emblématique : on y trouve codifiée la nouvelle conscience de l'Eglise sur la doctrine sociale, cette conscience qui avait déjà vu le jour dans GS. Au vu de son importance, le texte en sera cité ci-après : «Face à des situations aussi variées, il nous est difficile de prononcer une parole unique, comme de proposer une solution qui ait valeur universelle. Telle n'est pas notre ambition, ni même notre mission. Il revient aux communautés chrétiennes d'analyser avec objectivité la situation propre de leur pays, de l'éclairer par la lumière des paroles inaltérables de l'Evangile, de puiser les principes de réflexion, des normes de jugement et des directives d'action dans l'enseignement social de l'Eglise tel qu'il s'est élaboré au cours de l'histoire et notamment, en cette ère industrielle, depuis la date historique du message de Léon XIII sur 'la condition des ouvriers', dont nous avons l'honneur et la joie de célébrer aujourd'hui l'anniversaire. A ces communautés chrétiennes de discerner, avec l'aide de l'Esprit Saint, en communion avec les évêques responsables, en dialogue avec les autres frères chrétiens et tous les hommes de bonne volonté, les options et les engagements qu'il convient de prendre pour opérer les transformations sociales, politiques et économiques qui s'avèrent nécessaires avec urgence en bien des cas. Dans cette recherche des changements à promouvoir, les chrétiens devront d'abord renouveler leur confiance dans la force et l'originalité des exigences évangéliques. L'Evangile n'est pas dépassé parce qu'il a été annoncé, écrit, vécu dans un contexte socioculturel différent. Son inspiration, enrichie par l'expérience vivante de la tradition chrétienne au long des siècles, reste toujours neuve pour la conversion des hommes et le progrès de la vie en société, sans que pour autant, on en vienne à l'utiliser au profit d'options temporelles particulières, en oubliant son message universel et éternel».

exemple, ceux relatifs à la nouvelle évangélisation, à la famille, à la culture, aux moyens de communication sociale, aux migrants – qui, comme on le sait, sont étudiés par d’autres Dicastères et organismes au niveau de l’Eglise universelle et locale.

Au plan pratique, ce qui vient d’être dit implique que les nombreuses initiatives du Conseil Pontifical et des Commissions sont promues en tant qu’activités d’organismes *ecclésiaux* et, donc, *moments* d’évangélisation et d’humanisation du social, et non comme des actions neutres du point de vue chrétien, comme si elles étaient promues par une quelconque institution civile. La nature *ecclésiale* et *pastorale* du Conseil Pontifical et des Commissions ordonne que les différentes questions sociales, économiques et politiques qui sont au centre de leur action *spécifique* soient considérées comme faisant *partie* de l’action évangélisatrice de l’Eglise, appelée à rendre actuel le *salut intégral* du Christ. Aussi, le Conseil Pontifical et les Commissions ne *sont-ils pas* des réalités *étrangères* à l’évangélisation du social. Ils en sont des instruments importants et nécessaires. La nouvelle évangélisation ne les exclut pas mais, au contraire, elle les implique. Il en découle que les différentes Eglises nationales et locales ne peuvent ignorer leur nécessité pour la mission ecclésiale. Ne doit-il donc pas s’ensuivre un engagement plus intense que celui actuel, au plan de organisation et à celui économique ? On ne peut pas regretter que le monde s’éloigne de l’Eglise, et la combatte même, lorsque, dans les faits, les sujets, l’action et les instruments de l’évangélisation du social ne sont pas à la hauteur des urgences, et incapables d’influencer la réalité.

En outre, une grave omission serait que les organismes dont les objectifs principaux sont de promouvoir, approfondir, promulguer et expérimenter la DSE ne s’attachent pas à les réaliser parce qu’occupés à n’en suivre que certains thèmes, en perdant de vue leur unité et leur complexité, ainsi que la responsabilité qui est la leur au niveau de la promotion. Successivement à ce qui a été dit jusqu’à présent, le Conseil Pontifical et les Commissions doivent considérer comme leur tâche première d’assurer, au sein des communautés ecclésiales, l’animation et la formation relatives à la DSE même. A ce propos, au plan européen, un plus grand attachement à faire connaître et à diffuser la *Compendium de la doctrine sociale de l’Eglise*, ainsi que *CIV*, dans le cadre des différents parcours de formation semble plus opportun que jamais pour l’évangélisation du social.

Bref, l’approfondissement de la nature ecclésiale et pastorale du Conseil Pontifical et des Commissions aide à éviter les erreurs opposées quant à leur identité et leur activité ; *d’une part, l’immanentisation et le sécularisme* et, *de l’autre, le spiritualisme et l’abstraction*. Une forme d’abstraction dangereuse et nuisible serait – même après que *CIV* ait clairement pris position à propos de l’unité entre l’éthique de la vie et l’éthique sociale - de favoriser, dans la communauté ecclésiale et dans la société civile, la division et l’opposition entre le «peuple de la vie» et le «peuple de la paix», comme si ceux-ci ne devaient pas se rencontrer et collaborer mutuellement.

3. Caritas in veritate : *fondement transcendant de la pastorale sociale et de la doctrine sociale de l’Eglise, récupération d’une éthique personnelle et de la fonction essentielle de la politique.*

CIV homologue la structure trinitaire et ecclésiologique de la PS et de la DSE. Elle met aussi en évidence son *Fondement transcendant* : la communion *réelle* avec la Charité (*Agapé*) et la Vérité (*Lógos*), qui est le Christ Sauveur. C’est de cette communion, vécue et expérimentée, que naît la DSE en tant que *caritas in veritate in re socialis* (cf. *CIV* 5).

La DSE naît et se structure non seulement à partir du dialogue historique que l'Eglise et les croyants parviennent à instaurer entre l'Evangile et la société, mais surtout parce qu'en s'incarnant, Jésus-Christ a assumé et racheté l'humanité de façon inchoative, du fait que son Esprit d'amour a été donné au monde pour que tous les hommes et le cosmos lui-même attendent d'être libérés de l'esclavage du péché, afin de pouvoir entrer dans la liberté de la gloire des enfants de Dieu (cf. *Rm* 8,21). La DSE n'est pas le fruit unique d'un acte de volonté de l'Eglise et des croyants. Elle est avant tout une action de rédemption intégrale que Dieu a offerte par l'intermédiaire de Jésus-Christ, et qui constitue pour les communautés ecclésiales un *Fondement* incontournable et paradigmatique.

Autrement dit, selon *CIV*, le fondement théologique et expérientiel de la DSE et de la PS doit faire comprendre que celle-ci n'est pas élaborée principalement de façon déductive mais, au besoin, de manière inductive. Le fait que la PS et la DSE soient enracinées dans une vie d'union ontologique et existentielle avec Jésus-Christ doit faire comprendre que leurs piliers doivent être cherchés en premier lieu dans un *être-existence* qui, d'une certaine façon, «précède» à la fois la pratique pastorale programmée et la réflexion théorétique, et qui se réalise déjà «avant» elles, en termes *agapiques* et *véritatifs*. De même, le *discernement social* – discernement pour la prophétie – trouve ses coordonnées, ses conditions épistémologiques et son impulsion dans l'expérience originaire et première d'une communauté de foi qui vit unie au Christ en faisant mémoire de son salut intégral, en avançant dans l'histoire, en annonçant le commandement nouveau de l'amour et en le témoignant, pour donner vie et espérance à tous.

Ce n'est pas tant, et seulement, une question de procédure méthodologique. C'est avant tout une question de fidélité à la *nature* de la PS et de la DSE. Une question de *priorité* de la foi en Jésus-Christ et de la «vie en Lui», par rapport à toute réflexion postérieure. L'expérience de la rencontre et de la communion avec Jésus-Christ, rédempteur de *chaque* homme, *dans l'intégralité* de son être – et pas seulement des pauvres – vient avant tout approfondissement critique de la théologie pastorale et de la DSE, et avant les différentes théologies et doctrines sociales de l'Eglise. C'est à partir de cette expérience originaire, vécue dans des contextes socio-culturels changeants, que les communautés chrétiennes sont appelées à prendre un nouveau départ pour penser et élaborer des théories théologiques et pastorales toujours mieux adaptées au social, assumé et vécu dans le cadre du *chiffre expérientiel* de la rencontre mystérieuse avec le Seigneur de la vie et de l'univers.

C'est à partir de l'innervement dans l'essence et l'existence d'une communauté qui célèbre, qui annonce et témoigne de la vie de *charité dans la vérité*, qu'il est possible de dépasser la dichotomie présumée ou l'opposition hypothétique entre les figures déductives et celles inductives de la PS et de la DSE.

En outre, *CIV* est prise en considération parce que, tandis qu'elle aide à élaborer une nouvelle éthique (une «éthique personnelle» et des vertus) qui va au-delà des éthiques séculaires actuelles (néocontractualistes, néoutilitaristes et du dialogue) – sur la base d'une condition de scepticisme gnoseologique, de postulats consolidant dans la politique et les sociétés civiles une sorte de dictature du relativisme éthique et un sécularisme agressif -, elle propose à nouveau l'importance de la *politique* par rapport à celle de l'économie et de la finance. En tant que responsable du bien commun, la politique est appelée à exercer un rôle de contrôle et d'orientation de l'économie et de la finance. Du fait que la politique a perdu graduellement son rôle prééminent en raison de l'oubli du concept de *bien commun*, lié à celui de *bien humain*, *CIV* propose de le récupérer en même temps que celui de justice. Plus concrètement, *CIV* entendrait réhabiliter l'art

difficile et complexe de la politique en sémantisant les principes de la justice et du bien commun, grâce à la critériologie épistémologique et existentielle d'un *amour rempli de vérité* (*caritas in veritate*) (cf. *CIV* 6-7).

S'il est une réalité qui, aujourd'hui, semble devoir être davantage mise au centre de l'attention du Conseil Pontifical et des Commissions, c'est bien la *politique*, en tant que réalité nationale et mondiale. En effet, comment est-il possible de s'intéresser efficacement aux différents problèmes sociaux présents sur la scène actuelle, sans un engagement adéquat de réflexion sur la déchéance morale et institutionnelle de la vie démocratique de nos Pays pour lui offrir une *pensée nouvelle* et une *projectualité nouvelle*, également au plan de la participation pour vaincre les formes populistiques ? Comment est-il possible de remédier au profil bas de tant de représentants, sans un dévouement systématique à *former de nouvelles élites politiques* et, en conséquence, de *nouveaux prêtres*, ainsi que Benoît XVI lui-même l'a demandé maintes fois ?

4. *La justice est inséparable de la charité. Elle lui est intrinsèque : chemin pour dépasser les incompréhensions sur la nature du Conseil Pontifical et des Commissions*

Dans le but d'éliminer tout court-circuit ou crase pastoral et décisionnel à propos de la *substance* et de l'*œuvre* du Conseil Pontifical et des Commissions, il peut certainement être utile de consulter l'enseignement de *CIV*, selon laquelle la justice ne rend pas la charité inutile, de même que celle-ci ne rend pas la justice superflue, contrairement à ce que pensent ceux qui soutiennent un vague spiritualisme et un charisme insignifiant.

Pour se réaliser, la charité a besoin de la justice. La charité qui va au delà de la justice ne peut exister sans celle-ci. Pour Benoît XVI : «Non seulement la justice n'est pas étrangère à la charité, non seulement elle n'est pas une voie alternative ou parallèle à la charité: la justice est 'inséparable de la charité', elle lui est intrinsèque. La justice est la première voie de la charité ou, comme le disait Paul VI, son 'minimum', une partie intégrante de cet amour en 'actes et en vérité' (*1 Jn* 3, 18) auquel l'apôtre saint Jean exhorte» (*CIV* 6).

Aussi, il semble logique de pouvoir affirmer que le chemin entrepris par les Commissions Justice et Paix il y a plusieurs années n'était ni erroné ni impropre, et que leur futur ne pourra qu'être marqué par le lien réciproque entre justice et paix.

5. *Le 50^{ème} anniversaire de Mater et magistra : justice, mondialisation de la Doctrine sociale de l'Eglise et bonnes pratiques.*

Cette année voit la célébration du 50^{ème} anniversaire de *Mater et magistra* (*MM*), la grande encyclique du bienheureux Jean XXIII. Cet anniversaire, que notre Conseil Pontifical a rappelé aux différentes Conférences épiscopales du monde par une lettre *ad hoc*, est l'occasion d'affronter de manière plus claire et décisive le thème des *inégalités* qui subsistent et grandissent dans un univers mondialisé, inégalités soulignées en partie par *CIV* elle-même. Face aux déséquilibres sectoriels, régionaux, mondiaux, entre terre et population, moyens de subsistance et accroissements démographiques, *MM* a proposé des solutions à la lumière de la *destination universelle des biens* et de la *justice sociale*. Une telle critériologie doit, aujourd'hui encore, être prise en considération, face aux *res novae*. En outre, il est nécessaire de prêter une attention particulière à la tâche

consistant à étudier, diffuser et expérimenter la Doctrine sociale de l'Eglise comme le demande par ailleurs *MM* dans sa IV^{ème} partie, en profitant de l'approfondissement ecclésiologique et trinitaire de *CIV*. Science sapientielle, la DSE doit être mondialisée surtout grâce à l'action des *christifideles laici*, de leurs associations et de leurs mouvements, par tous les moyens modernes de diffusion et les expérimentations concrètes. Grâce à la mondialisation de la DSE, tous peuvent puiser à la *synthèse culturelle humaniste ouverte à la Transcendance et à la fraternité* dont parle *CIV*, et qui est *indispensable* pour pouvoir affronter adéquatement les différents problèmes sur le tapis.

Nous essayerons de concrétiser ce qui vient d'être dit dans le prochain Congrès international pour le 50^{ème} anniversaire de *MM* que notre Conseil Pontifical «Justice et Paix» organise à Rome du 16 au 18 mai 2011. La dernière journée sera consacrée à la présentation de «bonnes pratiques» servant de modèles pour l'application de la DSE. Le Congrès se tiendra à l'intention des Présidents des Commissions Justice et Paix, des Directeurs des Instituts et Centres de Doctrine sociale de l'Eglise. Les thèmes de la première journée sont les suivants :

- *Nouvelle évangélisation du social et mondialisation : destination universelle des biens et justice sociale au niveau mondial, face aux nouvelles inégalités*
- *Common goods et common good. Governance ou Gouvernement ? Sociétés civiles et autorités publiques nationales et internationales*
- *Etude, diffusion, expérimentation de la Doctrine sociale de l'Eglise : de Mater et magistra à Caritas in veritate*
- *Pastorale sociale et action sociale et politique : articulation, selon la distinction et l'unité, entre les communautés ecclésiales et les sujets associatifs catholiques, d'inspiration chrétienne et a-confessionnels*
- *Les acteurs de la DSE : les Commissions Justice et Paix : nature et tâches*
- *Les acteurs de la DSE : Instituts universitaires ou non, Centres de DSE : nature et tâches*

La deuxième journée - consacrée à *l'homme et à son milieu : travail, ressources, participation, justice et politique* – prévoit des groupes de travail par zones continentales ;

- *La société du travail et le bien commun : quel concept du travail (et pas seulement le concept de travail qui passe par le marché) ? Quels styles de vie ? Quel paradigme de développement ?*
- *Vers une économie sociale : pluralité d'entreprises, participation à la réalisation du bien commun, dignité et droit des travailleurs*
- *Mise en valeur et rémunération des travaux, politiques sociales : subsidiarité et justice sociale dans le contexte de la mondialisation*
- *Politiques actives du travail pour tous, et formation*
- *La terre, un milieu de vie : technologie, économie, politique (spécifier : cultures, conditions climatiques, technologiques, économiques, financières et politiques)*
- *Ressources matérielles, immatérielles (ressources naturelles, technologiques, intellectuelles) et développement intégral*
- *Croissance démographique : bioéthique, écologie humaine*
- *Quelles politiques actives pour l'équilibre au niveau du territoire, du secteur, de la région, du monde, en vue de la production et de la distribution de la richesse ?*

6. Quelques lignes d'orientations projectuelles du Conseil Pontifical «Justice et Paix»

A part les lignes de projets dans les différents secteurs – dont les officiels vous parleront individuellement –, voici ci-après quelques *lignes projectuelles générales* qui ont émergé de la dernière Assemblée plénière du Conseil Pontifical, tenue les 4 et 5 novembre 2010, et qui, d'une certaine manière, constituent des priorités :

- nécessité d'approfondir, de diffuser et d'expérimenter le *Compendium* et *CIV*, non seulement lors d'organisations de symposiums (il y en a eu à plusieurs niveaux, en collaboration avec différentes instituts ; nous signalons ici ceux qui se sont tenus au siège du Dicastère, et celui qui s'est déroulé à Accra, en Afrique [du 25 au 29 septembre 2010] : vous pouvez, à ce propos, consulter le site du Conseil Pontifical), et pas seulement en utilisant les matériels modernes disponibles (sites web, vidéos, publications, etc.), mais aussi en encourageant la mise en place d'Instituts ou Centres de DSE et la construction de *réseaux* entre eux pour permettre l'échange d'informations et d'expériences ;
- nécessité d'approfondir et de diffuser les *Messages pour la Journée Mondiale de la Paix* (sauvegarde de la création, liberté religieuse). A ce propos, en plus des conférences de presse habituelles, il est envisagé de valoriser les rencontres déjà programmées – par région – avec les Ambassadeurs près le Saint-Siège et les responsables de la *res publica* aux différents niveaux ;
- être actifs au plan de la proposition d'une *pensée nouvelle* et d'une *projectualité nouvelle* pour ce qui est des *common goods*, des *objectifs du millénaire* (diminuer de moitié la pauvreté extrême et la faim ; réaliser l'instruction élémentaire universelle, promouvoir l'égalité de genre, faire baisser la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le HIV/SIDA, la malaria et les autres maladies, assurer la durabilité environnementale, développer un partenariat global pour le développement), de la réforme du système monétaire international et, en particulier, de l'importante directive sur la constitution d'une *autorité politique mondiale*, demandée par *CIV* au numéro 67 ;
- entretenir et encourager le dialogue avec les *institutions* qui sont davantage appelées à approfondir et à expérimenter les valeurs de la DSE – parmi lesquelles les Universités, les écoles et tous les Centres de culture, qu'ils soient catholiques ou ouverts à une dimension *oecuménique* et *interreligieuse* – ainsi qu'avec les *catégories* de personnes comme les politiques, les juristes et les savants, les entrepreneurs et les dirigeants d'entreprises, les agents économiques et financiers, les syndicats, etc, tous appelés à la réalisation du bien commun et à une option préférentielles pour les plus pauvres et nécessiteux de nos sociétés mondialisées ;
- renforcer la *formation* sur la DSE, au moyen également de stages, de cours d'été, ainsi que la diffusion de cette même DSE non seulement dans les itinéraires traditionnels d'éducation, mais aussi dans les grands centres de formation de la pensée mondiale, dans les *mass media*, avec une attention particulière pour les nouvelles idéologies, comme celle technocratique et celle de genre, qui s'affirment actuellement dans le secteur des droits humains ;
- la diligence à faire des *gestes* de dialogue et de pacification au plan international (Son Eminence le Cardinal Président est particulièrement engagé à ce niveau, souvent en tant qu'envoyé du Saint-Père).